



Défaillances et sauvegardes d'entreprises **en France**

2^{ème} trimestre 2019





U.S. Patent
and Design
OFFICE
THE TOWER OPTICAL CO.
P.O. Box 100
San Francisco, CA



SYNTHÈSE

PANORAMA
GÉNÉRAL

Les entrepreneurs ont tenu !

12 347 défaillances d'entreprises enregistrées
ce 2e trimestre 2019
(-3,1% par rapport au 2e trimestre 2018)

Mais les très petites entreprises résistent plus difficilement et trois grandes PME-ETI tombent chaque semaine, menaçant davantage d'emplois.

Paris, le 11 juillet 2019 – La société Altares, experte de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude sur les défaillances d'entreprises : analyse du 2e trimestre 2019.

« Il y a un an, soit quasiment six mois avant le début du mouvement des "gilets jaunes", les défaillances d'entreprises amorçaient une augmentation qui allait se poursuivre jusqu'en fin d'année ; décembre était même le mois de clôture annuel le plus sinistré depuis 2015. Le premier semestre 2019 s'annonçait donc compliqué et le mois de janvier (+11%) semblait confirmer » rappelle Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« En réalité, si la forte sinistralité de ce premier mois de l'année avait effacé l'excellent chiffre de début 2018, le nombre de défaillances de janvier 2019 était encore sur un plus bas à dix ans. Le premier trimestre passait finalement au vert (-1%). Le dispositif d'aides mis en place par les pouvoirs publics à partir de fin novembre 2018 semble avoir permis aux « petits » entrepreneurs de tenir. Sur le deuxième trimestre, le nombre d'entreprises tombées en défaillance recule encore (-3,1%). Les mesures d'accompagnement qui couraient jusqu'à fin avril 2019 avaient été prolongées jusqu'à fin juin.»

■ Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure, par trimestre

(Données arrêtées au 1e juillet de chaque année)

	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	Évolution T2 2019/2018	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	336	328	288	237	209	-11,80%	280
Redressements Judiciaires	4 198	4 031	3 913	3 739	3 751	0,30%	3 926
Liquidations Judiciaires directes	9 877	9 667	8 724	8 770	8 387	-4,40%	9 085
Total défaillances	14 411	14 026	12 925	12 746	12 347	-3,10%	13 291
Total Emplois menacés	53 700	47 000	40 500	39 800	41 000	+1 200	44 400
Emplois menacés par entreprise	3,7	3,4	3,1	3,1	3,3	+0,2	3,3



Alors, le plus dur est-il passé ? Non, alertent les rédacteurs d'un récent rapport sénatorial (1) qui n'écartent pas une « augmentation critique » du nombre de défaillances d'entreprises sur le second semestre. »

■ Un nombre de défaillances au plus bas depuis le deuxième trimestre 2008

Le nombre de défaillances d'entreprises enregistré ce trimestre est comparable à celui du deuxième trimestre 2008 : **jamais il n'avait été aussi bas**. 12 347 procédures (-3,1%) ont été ouvertes.

Les procédures de sauvegardes sont peu nombreuses (209 ; -11,8%) représentant seulement 1,6% de l'ensemble des procédures, un taux très inférieur aux 2,3% observés en moyenne depuis dix ans. Les liquidations judiciaires directes (LJ) sont, elles aussi, en recul sensible (-4,4%) à 8 387. En revanche, les redressements judiciaires (RJ) ne reculent pas (+0,3%) à 3 751.

■ Microentreprises et grosses PME & ETI concentrent les difficultés.

Les TPE représentent 94% (11 623) de l'ensemble des entreprises défaillantes, leur nombre recule de 2,5% par rapport à la même période 2018.

Toutefois, **les plus petites TPE**, les microentreprises de moins de 3 salariés enregistrent un nombre de redressements judiciaires en augmentation de 5%. Les PME de 10 à 99 salariés s'inscrivent sur une tendance clairement favorable (685 ; -14,3%).

En revanche, les grosses PME voire ETI, structures d'au moins 100 salariés, dérapent fortement (+62,5%) ; 39 d'entre elles sont tombées en défaillance soit **3 défauts chaque semaine**. Les redressements judiciaires de PME d'au moins 100 salariés ont tout simplement doublé.

■ Le nombre d'emplois menacés augmente sensiblement.

Si le nombre d'entreprises placées en procédure de sauvegarde recule rapidement, le nombre moyen de salariés par entreprise augmente sensiblement, passant de 11,8 emplois il y a un an à 12,4 désormais. Il en est de même pour les structures en redressement judiciaire qui comptent en moyenne 5,6 emplois contre 4,4 un an plus tôt ; ce taux est le plus haut depuis 2015. Seules les entreprises placées en liquidation directe employaient en moyenne moins de salariés (2,1 contre 2,4).

(1) Rapport d'information n° 605 (2018-2019) de Mme Évelyne RENAUD-GARABEDIAN, fait au nom de la commission des affaires économiques, déposé le 26 juin 2019

Dans ces conditions, le nombre total d'emplois directement menacés par les défaillances d'entreprises de ce deuxième trimestre **grimpe à 41 000, soit 1 200 de plus** que sur la même période 2018.

Les jeunes entreprises plus résistantes que leurs aînées.

Les défaillances de très jeunes entreprises de moins de trois ans ont reculé de 8,8% ce deuxième trimestre, en comparaison du même trimestre 2018. Mieux, le nombre de liquidations directes chute à 11%. Les structures âgées de 4 à 10 ans sont également moins sinistrées (-2,1%) comme celles de 11 à 15 ans (-4,8%). En revanche, en écho à la vulnérabilité des grandes PME généralement plus anciennes, **les sociétés créées il y a plus de 15 ans, parviennent difficilement à contenir la sinistralité (+0,3%)**. Pour cette catégorie d'entreprises, les redressements judiciaires augmentent deux fois plus vite que ne reculent les liquidations directes (+7% contre -3,5%).

Seulement un tiers des sociétés défaillantes publie des comptes non confidentiels

Traditionnellement, et ce deuxième trimestre 2019 le confirme, le tiers des sociétés commerciales défaillantes âgées de plus de deux ans est en retard ou en défaut de publication des comptes annuels. Pour les deux autres tiers, les comptes restent donc bien publiés mais la confidentialité prend le pas. Ainsi, sur le deuxième trimestre 2019, un tiers des bilans était manquant, un tiers était confidentiel et un tiers était publié en toute transparence. Il y a deux ans, la part des comptes confidentiels était deux fois moindre.

La plupart des régions conservent de bonnes tendances

Quatre régions enregistrent une baisse continue depuis six ans du nombre de défaillances d'entreprises sur le deuxième trimestre. **Nouvelle Aquitaine** (-2,4%), **Auvergne Rhône-Alpes** (-6,4%), **Occitanie** (-8,2%) et **Normandie** (-10%) connaissent un recul de la sinistralité des entreprises chaque deuxième trimestre depuis 2014. Nous pourrions y associer les **Hauts de France** (-9,0%) qui avaient légèrement chuté sur le seul T2 2018.

Trois régions terminent leur deuxième trimestre sur une amélioration depuis trois ans voire quatre : **Bretagne** (-2,9%), **Centre Val de Loire** (-16,0%) et **Pays de la Loire** (-6,4%).

En revanche, la situation se tend fortement en **Bourgogne Franche Comté** (9,8%). Depuis 2016, la région avait enregistré une baisse des défaillances chaque deuxième trimestre. **Provence Alpes Côte d'Azur** bascule également dans le rouge (+2,2%)

En **Corse**, les évolutions sont traditionnellement très marquées à la hausse comme à la baisse, du fait du nombre peu important de procédures collectives prononcées. Sur ce deuxième trimestre, la sinistralité des entreprises augmente sévèrement (+23,1%), après un recul de près de 11% il y a un an et de 23% en T2 2017.

La situation francilienne est particulière. La région, qui concentre le quart des défaillances d'entreprises enregistrées en France, n'a connu qu'un bon deuxième trimestre sur cinq ans, en 2017, mais la quasi-totalité des régions, exception faite de PACA, était alors favorablement orientée. Sur ce T2 2019, **l'Île de France** accuse une légère dégradation (+0,8%).

Transport routier et services aux entreprises sous tension.

Le commerce et le bâtiment, qui portent près de la moitié des défaillances d'entreprises, donnent le ton.

3 218 entreprises de la **construction** sont tombées en défaillance ce trimestre, c'est 2,4% de moins qu'il y a un an. Les Travaux publics sont bien orientés (-10,2%), devant le second œuvre (-5,9%), tandis que le gros œuvre est davantage à la peine (-0,5%), en particulier en maçonnerie générale (+3%).

L'immobilier est sous tension notamment dans la promotion immobilière.

Dans le **commerce** la tendance reste favorable (2672 ; -4,7%). 1589 détaillants sont entrés en procédure collective, c'est 8,4% de moins que lors du deuxième trimestre 2018. Le commerce d'habillement résiste plus difficilement (-0,8%), principalement en prêt à porter (+2,3%), tandis que les détaillants de chaussures demeurent dans le vert.

La restauration enregistre une amélioration sensible (1 267 ; -8,0%) en restauration traditionnelle (-8,3%) comme rapide (-6,3%).

Les services aux entreprises sont en revanche mal orientés (1 606 ; +2,8%) en particulier dans le conseil en communication et gestion (+10,3%), le nettoyage de bâtiments (+11,5%), ou la sécurité (+9,1%).

La bonne tendance affichée par **l'industrie** (-7,2%) est à mettre à l'actif de l'agroalimentaire (-15,4%), et plus précisément de la boulangerie (-16,5%) qui concentre plus de 80% des procédures ouvertes dans l'agroalimentaire. En revanche, la situation est plus tendue dans l'industrie manufacturière (458 ; -0,7%) en particulier dans l'imprimerie (57 ; +58,3%).

Dans le secteur de l'**Information & communication**, les difficultés se concentrent sur les services informatiques & édition de logiciels (217 ; +4,8%).

Le secteur du **transport et de la logistique** est, ce trimestre encore, dans le rouge avec des défaillances en hausse de 6,4%. Les difficultés se concentrent dans le transport routier de marchandises (+12,1%) qui rassemble plus de la moitié des acteurs (297 sur 516). Si le fret de proximité dérape de 5,6%, l'interurbain accuse quant à lui une forte augmentation de 20,5%.

Parmi les autres activités, celles de l'enseignement sont mal orientées. Il s'agit principalement de **l'enseignement de la conduite** qui comptabilise 98 (+13%) des 221 procédures collectives enregistrées.

Dans **l'agriculture**, les difficultés se concentrent dans l'élevage (+17,2%).



L'avenir n'est pas déjà écrit, il ne se prévoit pas, il se prépare disait Maurice Blondel



Les manifestations des gilets jaunes ont mis à genou des commerçants et artisans déjà fragilisés depuis des mois. D'autres entrepreneurs, également situés sur les centres-villes impactés, ont pu faire le dos rond voire amortir le choc d'exploitation et la perte définitive de chiffre d'affaires. Ils ont tenu.

Certes, les défaillances augmentent encore fortement localement, notamment à Marseille, Rouen, ou Chambéry, mais sur l'ensemble du territoire les audiences n'ont pas connu les affluences redoutées quelques mois plus tôt. Les deux tiers des tribunaux terminent le deuxième trimestre dans le vert.

Mieux, plusieurs d'entre eux constatent un recul des contentieux voire des injonctions de paiement. La fin des mesures d'accompagnement va naturellement sonner le rappel des paiements et cotisations en retard, tous n'auront pas récupéré la trésorerie pour effectuer ces règlements. Néanmoins les conditions de business s'améliorent lentement.

Le gain de pouvoir d'achat obtenu «grâce» au mouvement des « gilets jaunes » pourrait bien permettre de tirer la consommation du second semestre et la croissance. Et si le paradoxe était là ? Avoir, au fil des semaines, préparé un avenir bien différent des prévisions !» [Conclut Thierry Millon](#)

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1 Statistiques détaillées des défaillances

- 10** | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11** | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 12** | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14** | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 2^{ème} trimestre 2019
- 16** | Les défaillances d'entreprises en région au 2^{ème} trimestre 2019
- 17** | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28** | Méthodologie
- 30** | Secteurs d'activité analysés



PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES
DES DÉFAILLANCES

Statistiques détaillées des défaillances

2ÈME TRIMESTRE 2019

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^{ème} trimestre sur 5 ans

(Les données 2018 T2 et 2019 T2 non définitives sont arrêtées au 1er juillet de chaque année)

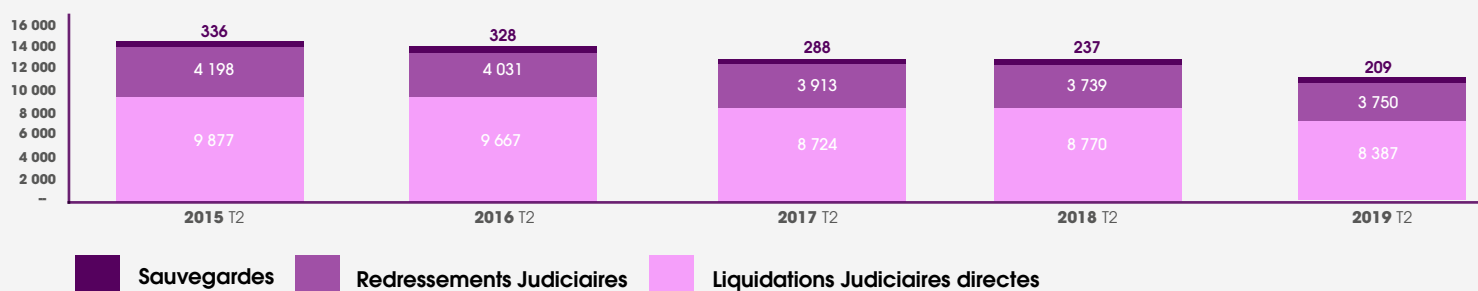
NOMBRE D'OUVERTURES	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	Évolution T2 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	336	328	288	237	209	-11,8%	280
Redressements Judiciaires	4 198	4 031	3 913	3 739	3 751	0,3%	3 926
Liquidations Judiciaires directes	9 877	9 667	8 724	8 770	8 387	-4,4%	9 085
TOTAL DEFAILLANCES	14 411	14 026	12 925	12 746	12 347	-3,1%	13 291

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	Évolution T2 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,3%	2,3%	2,2%	1,9%	1,7%	-0,2%	2,1%
Redressements Judiciaires	29,1%	28,7%	30,3%	29,3%	30,4%	1,0%	29,5%
Liquidations Judiciaires directes	68,5%	68,9%	67,5%	68,8%	67,9%	-0,9%	68,4%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	Évolution T2 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	4 300	3 700	2 500	2 800	2 600	-200	3 180
Redressements Judiciaires	25 200	20 000	18 900	16 300	20 900	4 600	20 260
Liquidations Judiciaires directes	24 200	23 300	19 100	20 700	17 500	-3 200	20 960
TOTAL EMPLOIS MENACES	53 700	47 000	40 500	39 800	41 000	1 200	44 400

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2015 T2	2016 T2	2017 T2	2018 T2	2019 T2	Évolution T2 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	12,8	11,3	8,7	11,8	12,4	0,6	11,4
Redressements Judiciaires	6,0	5,0	4,8	4,4	5,6	1,2	5,1
Liquidations Judiciaires directes	2,5	2,4	2,2	2,4	2,1	-0,3	2,3
ENSEMBLE MENACES	3,7	3,4	3,1	3,1	3,3	0,2	3,3

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2018 T2				2019 T2				Evolution 2019 T2 / 2018 T2	Taux de Liquidation Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	120	2 436	6 812	9 368	115	2 558	6 635	9308	-0,6%	71,3%
3 à 5	42	598	1 132	1 772	36	519	991	1 546	-12,8%	64,1%
6 à 9	23	315	441	779	19	292	458	769	-1,3%	59,6%
10 à 19	26	214	277	517	17	189	217	423	-18,2%	51,3%
20 à 49	20	125	88	233	17	128	73	218	-6,4%	33,5%
50 à 99	4	33	12	49	2	33	9	44	-10,2%	20,5%
100 et plus	2	16	6	24	3	32	4	39	62,5%	10,3%
TOTAL DEFAILLANCES	237	3 737	8 768	12 742	209	3 751	8 387	12 347	-3,1%	67,9%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2018 T2				2019 T2				Evolution 2019 T2 / 2018 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 ans	26	511	1 608	2 145	18	507	1 431	1 956	-8,8%	73,2%
3 à 5 ans	54	1 031	2 623	3 708	43	1 067	2 545	3 655	-1,4%	69,6%
6 à 10 ans	61	901	2 099	3 061	48	855	2 072	2 975	-2,8%	69,6%
11 à 15 ans	25	482	1 091	1 598	33	451	1 037	1 521	-4,8%	68,2%
16 et plus	71	814	1 349	2 234	67	871	1 302	2 240	0,3%	58,1%
TOTAL DEFAILLANCES	237	3 739	8 770	12 746	209	3 751	8 387	12 347	-3,1%	67,9%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2018 T2				2019 T2				Evolution 2019 T2 / 2018 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	35	437	1 060	1 532	23	410	1 001	1434	-6,4%	69,8%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	13	157	269	439	9	174	299	482	9,8%	62,0%
BRETAGNE	6	145	336	487	6	160	307	473	-2,9%	64,9%
CENTRE VAL DE LOIRE	4	147	275	426	6	116	236	358	-16,0%	65,9%
CORSE		42	49	91		65	47	112	23,1%	42,0%
GRAND EST	19	274	665	958	17	278	617	912	-4,8%	67,7%
HAUTS DE France	8	374	668	1 050	12	303	640	955	-9,0%	67,1%
ILE DE FRANCE	27	549	2 417	2 993	45	653	2 319	3 017	0,8%	76,9%
NORMANDIE	10	162	360	532	10	146	323	479	-10,0%	67,4%
NOUVELLE AQUITAINE	48	367	625	1 040	25	357	633	1 015	-2,4%	62,4%
OCCITANIE	19	318	732	1 069	17	298	666	981	-8,2%	67,9%
PAYS DE LA LOIRE	7	199	372	578	9	191	341	541	-6,4%	63,0%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	38	422	716	1 176	25	450	727	1 202	2,2%	60,5%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	3	146	226	375	5	150	231	386	2,9%	59,8%
TOTAL DEFAILLANCES	237	3 739	8 770	12 746	209	3 751	8 387	12 347	-3,1%	67,9%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

Activité	2018 T2				2019 T2				Evolution 2019 T2 / 2018 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	10	154	142	306	8	155	154	317	3,6%	48,6%
Chasse, pêche, forêt		15	40	55		19	39	58	5,5%	67,2%
Culture	5	66	52	123	4	59	46	109	-11,4%	42,2%
Elevage	5	73	50	128	4	77	69	150	17,2%	46,0%
Construction	52	982	2264	3298	37	986	2195	3218	-2,4%	68,2%
Bâtiment										
Gros œuvre	7	302	735	1044	5	319	715	1039	-0,5%	68,8%
Second œuvre	20	474	1180	1674	11	443	1121	1575	-5,9%	71,2%
Travaux Publics		58	89	147		55	77	132	-10,2%	58,3%
Immobilier										
Promotion immobilière	1	10	24	35	1	18	30	49	40,0%	61,2%
Agences immobilières	2	25	67	94	1	25	70	96	2,1%	72,9%
Autres activités immobilières	22	113	169	304	19	126	182	327	7,6%	55,7%
Commerce	54	664	2087	2805	45	661	1966	2672	-4,7%	73,6%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	5	138	347	490	8	110	355	473	-3,5%	75,1%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	2	39	146	187	4	48	136	188	0,5%	72,3%
Détail alimentaire	5	71	228	304	3	83	201	287	-5,6%	70,0%
Bricolage & équipement du foyer	2	49	194	245	2	45	162	209	-14,7%	77,5%
Sport & loisirs	5	25	84	114	4	20	71	95	-16,7%	74,7%
Commerce d'habillement	5	55	204	264	7	61	194	262	-0,8%	74,0%
Soin de la personne & optique	9	28	79	116	7	21	62	90	-22,4%	68,9%
vente hors magasin	3	39	185	227		62	175	237	4,4%	73,8%
Carburants & combustibles		9	8	17		2	14	16	-5,9%	87,5%
Autres commerces de détail	4	59	197	260	3	50	152	205	-21,2%	74,1%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat	2	28	69	99		21	78	99	0,0%	78,8%
Alimentaire	1	20	48	69	1	26	63	90	30,4%	70,0%
Textile, habillement	3	7	48	58	1	15	40	56	-3,4%	71,4%
Biens domestiques		20	48	68	1	21	64	86	26,5%	74,4%
Equipements informatiques & électroniques		7	16	23		8	21	29	26,1%	72,4%
Machines & équipements	4	27	54	85	2	22	51	75	-11,8%	68,0%
Matériaux de construction, sanitaire...	4	21	51	76	1	22	56	79	3,9%	70,9%
Autre commerce interentreprises		22	81	103	1	24	71	96	-6,8%	74,0%
Industrie	18	275	539	832	13	280	479	772	-7,2%	62,0%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	11	134	226	371	3	108	203	314	-15,4%	64,6%
<i>Dont Pâts de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	11	110	195	316	2	97	165	264	-16,5%	62,5%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir		12	51	63		13	31	44	-30,2%	70,5%
Bois, matériaux de construction	1	18	31	50		18	22	40	-20,0%	55,0%
Imprimerie	1	4	31	36	3	25	29	57	58,3%	50,9%
Métallurgie, mécanique	4	30	46	80	4	37	46	87	8,7%	52,9%
Energie, Eau, Environnement		10	28	38		8	21	29	-23,7%	155,2%
Réparation, maintenance		22	49	71		16	45	61	-14,1%	134,4%
Autre industrie manufacturière	1	45	77	123	3	55	82	140	13,8%	58,6%
Information & communication	2	94	239	335	13	86	237	336	0,3%	70,5%
Services informatiques & édition de logiciels	1	62	144	207	3	60	154	217	4,8%	71,0%
Autres activités information & communication	1	32	95	128	10	26	83	119	-7,0%	69,7%
Transport & logistique	5	147	333	485	4	164	348	516	6,4%	67,4%
Transport routier de marchandises	5	78	182	265	1	94	202	297	12,1%	68,0%
Autres activités de transport		26	37	63	1	17	45	63	0,0%	71,4%
Transport routier de voyageurs		43	114	157	2	53	101	156	-0,6%	64,7%

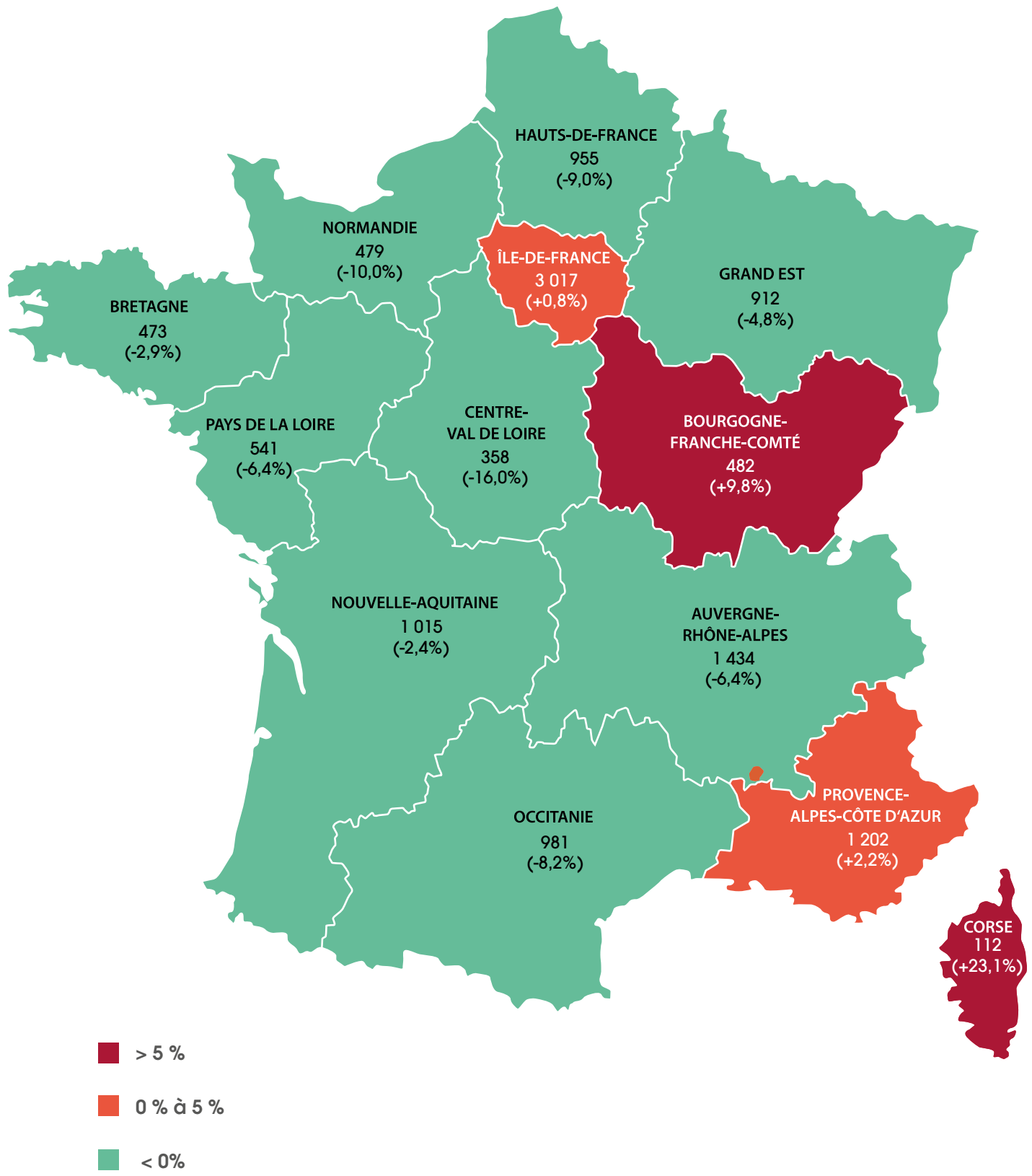
Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activités	2018 T2				2019 T2				Evolution 2019 T2 / 2018 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Activités d'assurance et financières	4	23	65	92	6	26	62	94	2,2%	66,0%
Activités financières	4	15	40	59	6	18	46	70	18,6%	65,7%
Activités d'assurance		8	25	33		8	16	24	-27,3%	66,7%
Services aux entreprises	46	433	1083	1562	38	445	1123	1606	2,8%	69,9%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	2	69	218	289	7	68	191	266	-8,0%	71,8%
Conseil en communication et gestion	4	59	170	233	4	63	190	257	10,3%	73,9%
Services d'architecture et d'ingénierie	4	70	152	226	3	68	139	210	-7,1%	66,2%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	26	79	139	244	20	72	112	204	-16,4%	54,9%
Autres services administratifs aux entreprises	6	75	214	295	3	83	279	365	23,7%	76,4%
Sécurité	2	25	83	110	1	34	85	120	9,1%	70,8%
Nettoyage de bâtiments	2	56	107	165		57	127	184	11,5%	69,0%
Services aux particuliers	9	123	399	531	5	136	337	478	-10,0%	70,5%
Activités de réparation		19	54	73	1	9	50	60	-17,8%	83,3%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	81	271	359	3	97	232	332	-7,5%	69,9%
Autres services à la personne	2	23	74	99	1	30	55	86	-13,1%	64,0%
Hébergement, restauration, débits de boisson	26	538	1191	1755	27	534	1057	1618	-7,8%	65,3%
Hébergement	4	32	49	85	5	37	52	94	10,6%	55,3%
Restauration	18	395	964	1377	21	423	823	1267	-8,0%	65,0%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	13	245	541	799	15	258	460	733	-8,3%	62,8%
<i>Dont Restauration rapide</i>	3	133	385	521	5	148	335	488	-6,3%	68,6%
Débits de boissons	4	111	178	293	1	74	182	257	-12,3%	70,8%
Autres activités	11	306	428	745	13	278	429	720	-3,4%	59,6%
Santé humaine & action sociale	1	100	104	205	3	102	89	194	-5,4%	45,9%
Activités récréatives	5	79	133	217	5	81	135	221	1,8%	61,1%
Enseignement	2	88	121	211	3	74	144	221	4,7%	65,2%
Autres activités	3	39	70	112	2	21	61	84	-25,0%	72,6%
TOTAL DEFAILLANCES	237	3 739	8 770	12 746	209	3 751	8387	12 347	-3,1%	67,9%

Les défaillances d'entreprises de plus de 20M€ de chiffre d'affaires, ou effectif supérieur à 250, au cours du 2e trimestre 2019 (données non consolidées, dernier bilan disponible)

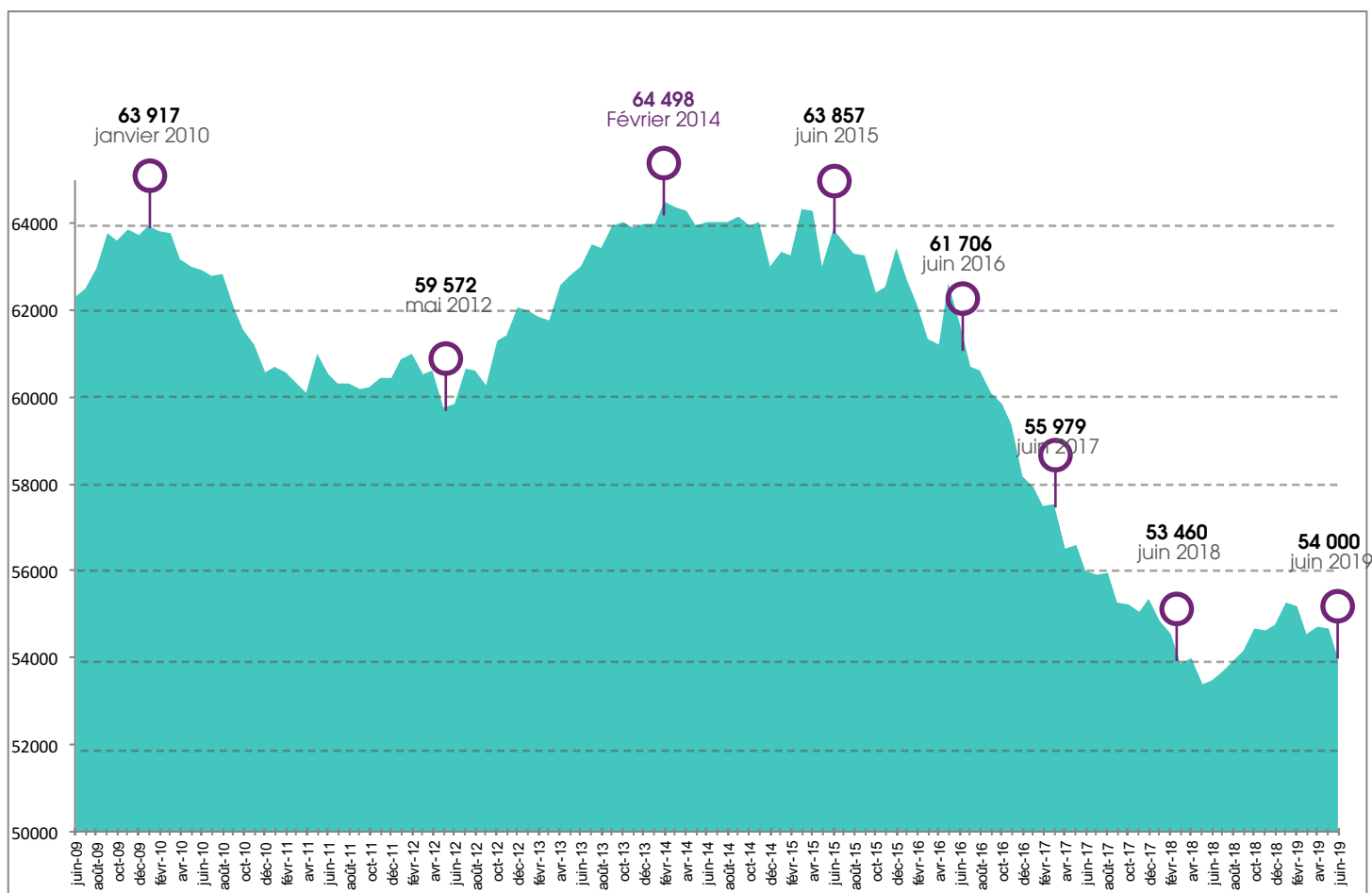
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
VORTEX	Autres transports routiers de voyageurs	4939B	34	994	41,0	2017	Sauvegarde	Mai
PARISOT	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	3109B	70	554	110,5	2018	Redressement judiciaire	Juin
ASSOCIATION DE SOINS ET SERVICES A DOMICILE (ASSAD)	Aide à domicile	8810A	62	500	9,5	Comptes non disponibles depuis 2006	Redressement judiciaire	Avril
BERLITZ FRANCE	Formation continue d'adultes	8559A	94	430	17,1	Comptes non déposés depuis 2016	Redressement judiciaire	Mai
SOCIETE PROVENCEALE D'ACHAT ET DE GESTION - SPAG (OLLY GAN)	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	13	410	52,8	2018	Redressement judiciaire	Mai
SONIA RYKIEL CDM	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures	4642Z	75	365	83,8	Comptes non déposés depuis 2011	Redressement judiciaire	Avril
ALTEAD AUGIZEAU	Transports routiers de fret interurbains	4941A	85	344	55,1	2017	Redressement judiciaire	Mai
SINTERTECH	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres	2550A	38	339	47,6	2017	Redressement judiciaire	Avril
FAMAR LYON	Fabrication de préparations pharmaceutiques	2120Z	69	331	36,0	2017	Redressement judiciaire	juin
RIVES DICOSTANZO	Services de déménagement	4942Z	31	304	17,5	2017	Redressement judiciaire	Avril
MARCHAL TECHNOLOGIES GROUPE ALTEAD	Transports routiers de fret interurbains	4941A	44	284	29,5	2017	Redressement judiciaire	Avril
FA MEDIA (France Antille Martinique - Guadeloupe - Guyane)	Édition de journaux	5813Z	97	282		Comptes non déposés	Redressement judiciaire	Juin
DIETAL	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	2740Z	63	238	41,5	2017	Sauvegarde	Mai
EUROPHANE SAS	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	2740Z	27	205	27,0	2018	Sauvegarde	Mai
PAPALINO	Transports routiers de fret interurbains	4941A	77	200	20,3	2018	Redressement judiciaire	Juin
GROUPE VICTORIA	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	69	200		Comptes Confidentiels	Redressement judiciaire	Mai
OTIMA	Découpage, emboutissage	2550B	35	199	31,0	2017	Redressement judiciaire	Avril
ALTEAD TRANSPORTS SPECIALISES	Transports routiers de fret interurbains	4941A	85	198	36,3	2017	Redressement judiciaire	Mai
TITAGARH WAGONS AFR	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	3020Z	75	161	37,1	2017	Redressement judiciaire	Juin
ALKOR DRAKA	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	2221Z	60	150	35,1	2017	Redressement judiciaire	Avril
IMPRIMERIE LEONCE DEPREZ	Autre imprimerie (labeur)	1812Z	62	130	30,5	2017	Redressement judiciaire	Juin
SHETAK (ex Auchan)	Hypermarchés	4711F	97	104	47,9	Comptes non déposés depuis 2015	Liquidation judiciaire	Juin
MY DESSEILLES	Fabrication d'étoffes à mailles	1391Z	65	73	5,8	2018	Redressement judiciaire	Juin
EUROPACORP	Production de films pour le cinéma	5911C	93	62	75,9	2018	Sauvegarde	Mai
TL CASH33	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	4638B	64	42	27,9	Comptes non déposés depuis 2013	Liquidation judiciaire simplifiée	Avril
D'ARPEJE	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	4649Z	69	34	22,2	2017	Redressement judiciaire	Avril
EUROPACORP TELEVISION	Production de films et de programmes pour la télévision	5911A	93	19	24,3	2018	Sauvegarde	Mai
VALERIAN	Production de films pour le cinéma	5911C	93	9	73,1	2018	Sauvegarde	Mai

■ Les Défaillances d'entreprises en région au 2ème trimestre 2019



Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - juin 2009 à juin 2019)





PARTIE 2

ANNEXES

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altares :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

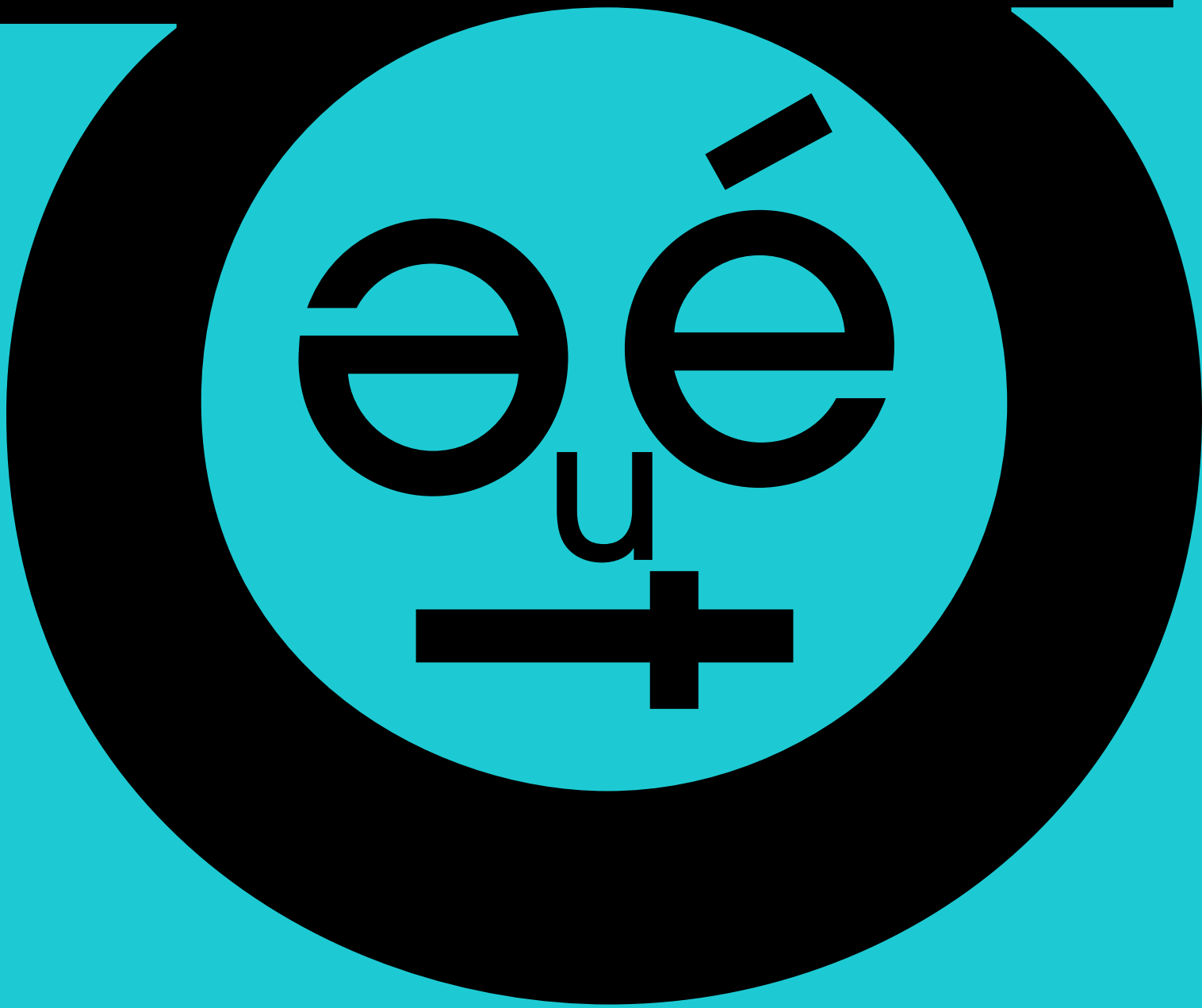
Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur **plus de 300 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

RELATIONS PRESSE
Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
Tél : 06 81 29 81 90

ALTARES
52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

DIRECTEUR DES ÉTUDES
Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com